



50

questions
pour
comprendre
**le marché
sénégalais**

Ce document a été rédigé à titre exclusivement informatif et son contenu ne pourra être évoqué en appui à aucune plainte ou recours.

ICEX Espagne Exportation et Investissement, ainsi que la Chambre Officielle de Commerce d'Espagne au Sénégal n'assument pas la responsabilité de l'information, opinion ou action basées sur le contenu mentionné, indépendamment du fait que les deux entités aient réalisé tous les efforts possibles afin d'assurer la précision des informations comprises dans l'étude.

Le 7 octobre 2020
Dakar

Cette étude a été réalisée par :

Begoña Burgaleta Peiró
Esther Marcos Moro
Cristina Escobio Rodríguez
Andreea Leurzeanu

Document original en espagnol:

50 preguntas para conocer el mercado senegalés

Traduction :

Andreea Leurzeanu

Design et mise en page :

CAMACOES Sénégal

Sous la supervision et collaboration de :

Bureau Économique et Commercial de l'Ambassade d'Espagne à Dakar
<http://senegal.oficinascomerciales.es>

Chambre Officielle de Commerce d'Espagne au Sénégal
<https://www.camaco.es>



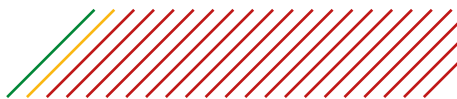
Cámara Oficial de Comercio
de España en Senegal

Index

1. Quels sont les principaux avantages offerts par le Sénégal à l'investisseur étranger ?	5
2. Quels sont les principaux inconvénients du Sénégal pour un investisseur étranger ?	5
3. Quels sont les secteurs les plus intéressants pour l'investisseur étranger ?	5
4. Est-ce qu'il y a au Sénégal un organisme qui appuie et oriente l'investissement étranger ?	6
5. Quels sont les secteurs qui offrent plus d'opportunités pour le commerce ?	6
6. Qu'est-ce qui est plus intéressant pour un investisseur étranger: produire pour exporter ou bien pour le marché local ?	7
7. Quelles sont les causes pour lesquelles un investissement étranger au Sénégal pourrait échouer ?	7
8. Comment fonctionne le régime des marchés publics au Sénégal ?	8
9. Est-ce qu'il y a des instruments pour développer des grands projets avec le secteur public ?	8
10. Comment peut-on avoir accès à des guides qui facilitent l'implantation d'une entreprise ?	9
11. Est-ce qu'il y a un cadre légal qui protège et réglemente les investissements étrangers ?	9
12. Comment évalueriez-vous la sécurité juridique et le climat des investissements au Sénégal ?	10
13. Est-ce que l'investisseur étranger a besoin d'une autorisation pour investir au Sénégal ? Est-ce qu'il y a des secteurs limités ?	10
14. Est-ce qu'il y a des limites à la participation étrangère dans le capital d'une entreprise sénégalaise ?	11
15. Comment peut-on constituer une entreprise de capital étranger au Sénégal ?	11
16. Est-ce qu'il existe une contribution minimale pour réaliser un investissement étranger au Sénégal ?	11
17. Quelles formes juridiques une entreprise peut-elle adopter au Sénégal ?	12
18. Le rapatriement des bénéfices et des capitaux est-il garanti pour les investisseurs étrangers ?	12
19. Quelles sont les démarches à réaliser auprès des autorités sénégalaises pour constituer une entreprise au Sénégal et quel est le délai moyen pour ce faire ?	13
20. Est-il possible de réaliser des investissements en nature ?	14
21. Quelles sont les principales difficultés administratives qu'un investisseur étranger peut trouver ?	14
22. Est-il nécessaire d'avoir un partenaire associé sénégalais pour investir au Sénégal ?	14
23. Les entreprises sénégalaises ont-elles besoin d'une autorisation pour s'associer avec un investisseur étranger ?	15
24. Quels aspects culturels faut-il prendre en compte lors de négocier avec une contrepartie sénégalaise, y compris un possible partenaire ?	15
25. Quels aspects faut-il prendre en compte lors de structurer un accord de co-investissement ?	16

26. Quelle est la distribution des responsabilités légales avec un associé sénégalais ?	16
27. Une participation majoritaire est-elle suffisante dans le cas de l'entreprise à capital mixte pour avoir le contrôle sur la gestion ?	16
28. Peut-on élargir ou réduire un investissement ?	17
29. Peut-on transférer un investissement ?	17
30. Est-il possible pour un investisseur étranger d'acheter une propriété immobilière ?	17
31. Comment obtient-on l'autorisation pour l'utilisation du sol et ses densités ?	18
32. Qu'est-ce qu'il est plus conseillé: louer, construire ou acheter des installations ?	18
33. Quels facteurs faut-il prendre en compte lors de choisir une zone d'implantation ?	19
34. Est-ce qu'il y a des zones avec des incitations économiques pour l'investissement étranger ?	19
35. Dans quelle zone du Sénégal se concentre l'investissement étranger et notamment l'espagnol ?	20
36. Quel est le niveau d'autonomie des régions et quelles fonctions peuvent-elles avoir par rapport à l'investissement étranger ?	20
37. Quels sont les principaux impôts à payer pour une entreprise étrangère ?	20
38. Quels autres impôts une entreprise qui opère au Sénégal doit-elle prendre en compte ?	21
39. Est-ce qu'il y a des avantages fiscaux prévus pour l'investisseur étranger au Sénégal ?	22
40. Quelles sont les implications de la Convention en vue d'éviter la Double Imposition entre le Royaume d'Espagne et la République du Sénégal, ratifié à Dakar le 5 décembre 2006 ?	24
41. Est-il nécessaire d'avoir du personnel expatrié ? Dans quels domaines ?	24
42. Est-ce qu'il y a du personnel qualifié au Sénégal dans tous les domaines ?	25
43. Quelle est la moyenne des salaires au Sénégal ?	25
44. Est-ce qu'il y a pour l'employeur des cotisations obligatoires à la Sécurité Sociale à régler pour ses employés ?	25
45. Est-ce qu'il y a un cadre réglementaire qui régit les relations entre les employeurs et les salariés ?	26
46. Comment établit-on la parité du FCFA par rapport aux principales monnaies et quel est le taux d'échange actuel par rapport à l'euro ?	27
47. En quelle monnaie effectue-t-on les paiements pour les opérations commerciales à l'intérieur du Sénégal et entre le Sénégal et l'étranger ?	27
48. Est-ce qu'il y a des restrictions pour effectuer des opérations de paiement à l'étranger ?	27
49. Est-ce qu'on peut opérer sans difficultés avec les banques sénégalaises ?	28
50. Est-ce qu'il y a des comptes bancaires spécifiques pour les étrangers au Sénégal ? Quel type de compte bancaire peuvent les étrangers ouvrir au Sénégal ?	28

50 QUESTIONS SUR LE MARCHÉ SÉNÉGALAIS



1. Quels sont les principaux avantages offerts par le Sénégal à l'investisseur étranger ?

Le Sénégal offre toute une série d'avantages liés à sa situation géographique, en tant que porte stratégique d'entrée dans la région de l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'à sa stabilité politique et économique, avec une croissance soutenue au cours des dernières années, qui sera certainement renforcée par la récente découverte d'hydrocarbures au nord du pays. Il s'agit d'un pays avec une bonne ouverture internationale et une économie de plus en plus libéralisée.

Le Sénégal traverse un processus de développement croissant, favorisé par le [Plan Sénégal Emergent \(PSE\)](#), un programme ambitieux orienté vers la promotion des infrastructures dans des secteurs-clé et vers l'attraction de l'investissement étranger. Tout ceci offre un milieu d'affaires favorable et en amélioration constante, avec de nombreuses incitations à l'investissement et des avantages par rapport aux coûts. Cela offre également l'accès aux matières premières présentes dans le pays, telles que l'or, les phosphates, le fer et les produits agricoles et halieutiques.

2. Quels sont les principaux inconvénients du Sénégal pour un investisseur étranger ?

Par rapport aux difficultés associées au pays, on pourrait mentionner le manque de main d'œuvre qualifiée dans quelques secteurs plus spécialisés, tels que le tourisme, et le manque de technologie pour les processus industriels de haute valeur ajoutée. En outre, il faut garder à l'esprit le fait que les démarches administratives et douanières sont plus lentes et moins réglementées qu'en Espagne et souvent elles sont doublées ou très peu détaillées, ce qui génère une certaine opacité des processus. Il y a également des barrières tarifaires, ainsi que des barrières techniques dans certaines industries.

3. Quels sont les secteurs les plus intéressants pour l'investisseur étranger ?

Il y a des opportunités d'investissement dans les différents secteurs qui se trouvent au centre de l'attention du Gouvernement sénégalais, dans le cadre du PSE.

Par exemple, on promeut l'électrification des régions rurales du pays. Par ailleurs, des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'agriculture, la pêche, le bâtiment, le transport et les infrastructures (portuaires, aéroportuaires et ferroviaires), le tourisme et l'industrie culturelle, les industries textiles, la santé, la maintenance des équipements industriels et les services TIC, entre autres, sont devenus des secteurs prioritaires, qui présentent des opportunités et qui bénéficient d'exonérations et d'incitations gouvernementales. On expliquera par la suite les détails de ces avantages.

4. Est-ce qu'il y a au Sénégal un organisme qui appuie et oriente l'investissement étranger ?

L'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations ([APIX](#)) – est l'entité qui accompagne les investisseurs, Sénégalais et étrangers, depuis la création de l'entreprise au Sénégal et tout au long de son activité. La mission de l'Agence est d'appuyer l'activité des entreprises, mais également, de promouvoir le développement du pays en améliorant le climat d'affaires, ainsi qu'en attirant l'investissement dans les grandes infrastructures.

Dans son siège de Dakar on reçoit les potentiels investisseurs et on leur donne du conseil pour la mise en place des projets. L'Agence a un Bureau d'Appui à la Création d'Entreprise ([BCE](#)) qui centralise toutes les démarches nécessaires pour la constitution d'une entreprise (Guichet Unique) dans un délai de 24 heures. En plus, il est nécessaire d'aller à l'APIX et présenter les projets d'investissement dans les secteurs prioritaires, afin de pouvoir bénéficier des avantages que le PSE leur octroie.

L'APIX a également réussi à unifier dans un seul centre les procédures de demande des licences nécessaires pour opérer, l'accès au sol, la résolution des conflits avec l'Administration, etc. Tous les services de l'Agence sont gratuits et personnalisés.

5. Quels sont les secteurs qui offrent plus d'opportunités pour le commerce ?

En ce qui concerne le commerce de biens, les produits qui intéressent le plus sont liés au secteur agro-alimentaire, aussi bien des produits finaux, que des équipements industriels et agricoles pour leur transformation et traitement ; l'équipement industriel

orienté vers d'autres secteurs, comme celui du bâtiment, ainsi que les industries de manufacture, en général, représentent aussi des secteurs d'intérêt.

Il y a des opportunités dans le secteur des services, qui est en essor, mais dans lequel il reste encore des carences dans certains sous-secteurs (ingénierie, conseil, logistique, etc.).

6. Qu'est-ce qui est plus intéressant pour un investisseur étranger : produire pour exporter ou bien pour le marché local ?

La réponse varie selon le secteur d'activité de l'entreprise et de ses intérêts. Fabriquer pour exporter est plus intéressant lorsque le pays offre des avantages au niveau du coût, dû à des coûts de travail plus bas, aux exonérations fiscales, à l'accès aux matières premières ou à l'accès facile aux pays voisins.

Dans le cas du Sénégal, il faut souligner les avantages de l'intégration régionale dans l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine), qui permet l'accès à un marché de 120 millions de consommateurs et dans la Communauté économique des

États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec 360 millions de consommateurs.

En plus, en ligne avec les objectifs établis d'attraction d'investissement, le Gouvernement offre des incitations fiscales dans de nombreux secteurs considérés comme stratégiques (voir question 39).

L'option de produire sur le plan local et distribuer soit sur le marché local, soit à l'étranger, peut s'avérer intéressante pour les industries qui cherchent l'accès aux matières premières offertes par le pays : fer, phosphates, or, produits agricoles et halieutiques, etc.

7. Quelles sont les causes pour lesquelles un investissement étranger au Sénégal pourrait échouer ?

Il n'y a pas de causes spécifiques associées au Sénégal pour lesquelles un investissement puisse échouer, au-delà des causes communes à tout autre pays et toute autre circonstance : manque de planification par rapport aux coûts d'installation et d'opération, analyse incorrecte de la concurrence et du milieu, stratégies inadéquates, etc.

Il faut néanmoins prendre en compte le fait que les délais et les démarches habituelles pour opérer dans le pays peuvent être plus longs et plus complexes qu'en Europe. Cependant, le Sénégal a déjà fait des efforts pour améliorer et accélérer ces processus, par exemple, en ce qui concerne la création des entreprises, qui peut maintenant être effectuée dans 24 heures.

En tout cas, des connaissances profondes de la réalité sociale et économique du pays sont toujours recommandées avant d'opérer, puisque ceci peut être un facteur déterminant entre le succès et l'échec.

8. Comment fonctionne le régime des marchés publics au Sénégal ?

Le nouveau [Code des Marchés Publics](#) de 2014 a essayé d'augmenter la transparence des processus d'appels d'offres, en essayant d'éliminer les attributions directes, de favoriser l'égalité entre les candidats et d'améliorer la publicité des concours. La réforme a affecté également la structure des autorités de gestion, puisque chaque ministère, agence ou entreprise publique dispose à présent d'une propre commission pour

examiner et analyser les offres et pour attribuer des contrats, ce qui a impliqué donner plus de responsabilité à chaque agent. Les phases des processus des appels d'offres (ouvertures des offres, évaluation, publication provisoire et définitive, etc.) sont similaires aux espagnoles.

Les appels d'offres en cours peuvent être consultés sur la page des [Marchés Publics](#) du Gouvernement du Sénégal, où ils sont publiés indépendamment de la partie contractante.

9. Est-ce qu'il y a des instruments pour développer des grands projets avec le secteur public ?

Le Gouvernement sénégalais souhaite stimuler le développement des infrastructures par le biais de l'instrument des [Partenariats Public – Privé \(PPP\)](#).

Le Sénégal est pionnier sur le continent africain dans l'emploi de ce type d'instrument, qu'il a déjà utilisé pour des [projets](#) d'assainissement et eau potable, la construction du train Dakar-Bamako ou l'autoroute de péage entre Dakar et Diamniadio.

Le Gouvernement sénégalais a développé une [législation spécifique](#) sur les PPP, afin de promouvoir ce type de projets et attirer des investisseurs étrangers.

10. Comment peut-on avoir accès à des guides qui facilitent l'implantation d'une entreprise au Sénégal ?

Il y a des guides sur de différents aspects de l'activité entrepreneuriale et l'investissement dans le pays, rédigés aussi bien par les autorités sénégalaises, que par les organismes espagnols :

- **Rédigés par les autorités sénégalaises :** les organismes comme l'APIX offrent des documents utiles, comme le [Guide des Investissements](#), ou le [Guide du créateur d'entreprises](#), entre autres aspects d'intérêt. Il y a également des sites spécialisés sur des questions concrètes, telles que les [démarches administratives au Sénégal](#).
- **Rédigés par les organismes espagnols :** disponibles sur le portail de l'ICEX (www.icex.es) et sur le site Internet du Bureau Économique et Commercial de l'Ambassade d'Espagne à Dakar (www.oficinascomerciales.es). Dans ce sens, on mentionne les suivants :

- [Guide Pays Senegal](#)
- [Rapport e-Pays Sénégal](#)
- [Rapport Économique et Commercial Sénégal](#)
- [Annuaire d'entreprises espagnoles établies au Sénégal](#)

11. Est-ce qu'il y a au Sénégal un cadre légal qui protège et régit les investissements étrangers ?

Le [Code d'Investissements](#)- Loi n° 2004-06 du 6 Février 2004, modifiée par la loi n°2012-32 du 31 Décembre 2012- est la norme de référence sur l'investissement au Sénégal. Cette loi établit les objectifs fondamentaux de l'action de l'État en matière de promotion et développement de l'investissement local et étranger. Elle ne s'applique pas aux activités de simple vente de produits importés ou aux activités soumises aux régimes spécifiques, tels que celui des Zones Économiques Spéciales (ZES) et des Codes pétrolier et minier.

En plus, il y a un [Accord Réciproque de Promotion et de Protection des Investissements](#) (APPRI) entre l'Espagne et la République du Sénégal, signé en 2007 et en vigueur depuis

2011. Cet accord suppose l'engagement commun de protéger et de promouvoir les investissements de chacune des parties sur le territoire de l'autre.

12. En général, comment évalueriez-vous la sécurité juridique et le climat des investissements au Sénégal ?

L'amélioration du climat d'affaires est devenue une priorité pour le Gouvernement sénégalais dans le cadre du PSE.

Le principal indicateur dans ce sens-là est le classement Doing Business de la Banque Mondiale, qui révèle les points forts et les points faibles du pays en ce qui concerne la création et le fonctionnement d'une entreprise : registre de propriété, obtention de financement, protection des investisseurs, gestion des faillites, etc. Grâce aux réformes réalisées ces dernières années, le Sénégal est monté de la position 141 dans l'édition de 2018, à la 123 [dans le dernier rapport de 2019](#). Il obtient le meilleur score dans la catégorie de la Création d'une entreprise.

Selon COFACE, le Sénégal obtient la qualification A4 dans son évaluation du Risque

du Pays et B par rapport au milieu d'affaires (à titre comparatif, il faut souligner que l'Espagne obtient A3 dans l'évaluation du Risque du Pays et A1 en milieu d'affaires). De cette manière, bien que le Risque du Pays soit bas, puisque politiquement il s'agit d'un pays stable, il y a un certain risque commercial. Il est donc conseillé d'anticiper ce risque et essayer de le couvrir, par exemple, avec des moyens de paiement sûrs.

13. Est-ce que l'investisseur étranger a besoin d'une autorisation pour investir au Sénégal ? Est-ce qu'il y a des secteurs limités ?

Non seulement il n'y a pas de restriction pour l'investissement étranger, mais le pays cherche de manière active à devenir un centre de l'Investissement Direct Étranger (IDE) par l'intermédiaire des exonérations et des politiques d'appui à l'investissement. Le Code des Investissements stipule l'égalité de traitement pour les investisseurs sénégalais et étrangers, qui peuvent être porteurs d'un projet sans que la participation locale soit nécessaire dans le capital. Le Code prévoit aussi la liberté d'investissement par rapport aux secteurs d'activité.

Afin de bénéficier des avantages envisagés pour les investissements dans les secteurs prioritaires ou préférentiels, il est nécessaire de le solliciter auprès de l'APIX et d'apporter les documents qui varient selon le secteur. Il faut également se diriger à l'Agence pour acheter des terrains, pour qu'elle vous assiste à leur recherche ou pour présenter les plans d'un terrain déjà délimité. L'APIX sera celle qui transmettra l'information au Cadastre pour son inscription.

Il faut mentionner aussi que, même s'il n'y a pas de secteurs limités aux étrangers, on a besoin d'autorisation de la part des organes compétentes pour investir dans les exploitations minières, ainsi que dans le secteur touristique, lorsque l'infrastructure planifiée inclut des casinos ou des salles de jeu.

14. Est-ce qu'il y a des limites à la participation étrangère dans le capital d'une entreprise sénégalaise ?

Selon le Code des Investissements, il n'y a pas de barrières face à la propriété totale de la part des investisseurs étrangers dans la plupart des secteurs et il n'y a pas non plus de discrimination légale contre les en-

treprises dirigées ou détenues par des investisseurs étrangers.

15. Comment peut-on constituer une entreprise de capital étranger au Sénégal ?

Afin de constituer une entreprise, il est nécessaire de définir la forme juridique qu'elle adoptera, parmi celles prévues par la législation sénégalaise, en plus d'apporter une série de documents au BCE, le Bureau d'appui à la Création d'Entreprise. Cette entité, qui fait partie de l'APIX, est le résultat des efforts du Gouvernement pour réduire les démarches et les délais pour la création des entreprises, de sorte qu'une société puisse être créée en 24 heures, en apportant l'information sollicitée au BCE.

16. Est-ce qu'il existe une contribution minimale pour réaliser un investissement étranger au Sénégal ?

Par rapport à la [création d'entreprises](#), il n'y a pas de capital minimal à verser pour créer une Entreprise Individuelle ou un GIE (Groupe d'Intérêt Économique).

En revanche, la création des Sociétés Anonymes (S.A.) et des Sociétés Anonymes à Responsabilité Limitée (S.A.R.L.) requiert un minimum de 10.000.000 FCFA et 100.000 FCFA, respectivement, qui doit être versé entièrement lors de la création pour les S.A.R.L., dans le cas des S.A., on verse un quart du montant

lors de la création et le reste est apporté pendant les 3 prochaines années. Par ailleurs, même s'il n'est pas obligatoire, il est nécessaire de réaliser un minimum d'investissement pour bénéficier des avantages fiscaux prévus par le PSE. Ce montant minimum varie selon les secteurs (voir question 39).

17. Quelles formes juridiques une entreprise peut-elle adopter au Sénégal ?

Les formes juridiques en vigueur au Sénégal sont régies par l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E. Il s'agit notamment de :

- ☐ L'Entreprise Individuelle;
- ☐ La Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (SUARL)
- ☐ La Société à Responsabilité Limitée (SARL)
- ☐ La Société Anonyme (SA)
- ☐ Le Groupement d'Intérêt Économique (GIE)
- ☐ La Société en Nom Collectif (SNC)
- ☐ La Société en Commandite Simple (SCS)

Chaque type de société a ses propres caractéristiques juridiques, fiscales et opérationnelles.

18. Le rapatriement des bénéfices et des capitaux est-il garanti pour les investisseurs étrangers ?

Oui, le Code des Investissements garantit le transfert des capitaux et des rémunérations, ainsi que la disponibilité des devises, l'accès aux matières premières et la liberté économique et de concurrence. En plus, il stipule également la protection de l'investisseur envers la nationalisation, l'expropriation ou la réquisition.

19. Quelles sont les démarches à réaliser auprès des autorités sénégalaises pour constituer une entreprise au Sénégal et quel est le délai moyen pour ce faire ?

Le processus de la création de l'entreprise se réalise au BCE, entité dépendante de l'APIX. Les démarches, les conditions, les délais et les coûts de la création d'une entreprise au Sénégal varient selon la forme juridique de l'entité.

Par ailleurs, les formalités obligatoires et communes pour la constitution d'une entreprise au Sénégal sont les suivantes :

- ☐ Une déclaration sur l'honneur, disponible à l'APIX, signées par le gérant ou un extrait du casier judiciaire.
- ☐ L'établissement des statuts (pour les sociétés).
- ☐ Le dépôt du capital initial chez le notaire ou dans un compte bancaire (pour les sociétés).
- ☐ L'enregistrement des actes constitutifs (pour les sociétés et les GIE).
- ☐ L'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM).
- ☐ L'immatriculation au NINEA (Numéro d'Identification National des Entreprises et des Associations)
- ☐ La déclaration d'établissement.
- ☐ La publication au journal d'annonces légales (pour les sociétés).

À part l'extrait du casier judiciaire, les actes constitutifs et la constitution du capital, toutes les formalités restantes dans le processus de création d'une entreprise peuvent être réalisées en 24 heures au BCE.

20. Est-il possible de réaliser des investissements en nature? Comment évalue-t-on ce type d'investissement ?

Oui, les contributions en nature sont autorisées et envisagées par la législation spécifique de chaque type de société.

Dans le cas des Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) et les Sociétés Anonymes (SA), l'évaluation des contributions en nature est tenue d'être réalisée par un expert choisi sur une liste d'auditeurs.

Pour les SA, il faut que l'expert évalue les contributions en nature, indépendamment de leur valeur. Pour les SARL, en échange, seulement les contributions d'une valeur supérieure à 5.000.000 FCFA (environ 7.600 €) sont tenues d'être l'objet de l'évaluation de l'expert.

21. Quelles sont les principales difficultés administratives qu'un investisseur étranger peut trouver au Sénégal ?

Bien qu'on ait fait des efforts importants pour simplifier et accélérer les démarches administratives, la bureaucratie au Sénégal est encore lente et, souvent, peu transparente. Il est habituel que les démarches et la documentation soient doublées auprès de différentes entités, ce qui peut générer une sensation de peu de prévisibilité pour l'investisseur. Les démarches sont à peine télématiques.

22. Est-il nécessaire d'avoir un partenaire associé sénégalais pour investir au Sénégal ?

Il n'y a aucune loi qui oblige à inclure un partenaire local dans un investissement dans le pays et il n'y a pas non plus d'avantages juridiques spécifiques pour le fait de s'associer avec des Sénégalais. Les investisseurs étrangers peuvent être les propriétaires à 100% d'un projet d'investissement sans souffrir de discrimination ou de limitation légale d'aucun type, selon le Code des Investissements.

Il faut reconnaître l'utilité d'avoir un partenaire local (de par ses connaissances du marché, sa capacité de lobby, etc.). Néanmoins, le choix d'un partenaire associé au Sénégal peut s'avérer plus difficile qu'en Espagne, vu les différences de mentalité d'affaires et même le

concept différent de la productivité. Il est recommandé de prendre toutes les précautions nécessaires pour qu'il y ait une juste compréhension et une compatibilité d'objectifs entre l'entreprise espagnole et le partenaire local.

23. Les entreprises sénégalaises ont-elles besoin d'une autorisation pour s'associer avec un investisseur étranger ?

Les entreprises sénégalaises ont la liberté totale de s'associer avec un investisseur étranger et elles n'ont besoin d'aucune autorisation pour ce faire.

24. Quels aspects culturels faut-il prendre en compte lors de négocier avec une contrepartie sénégalaise, y compris un possible partenaire ?

La société sénégalaise est variée et hétérogène et il faut éviter les stéréotypes par rapport aux coutumes et aux caractères locaux. Les Sénégalais sont habitués à cohabiter avec les étrangers, dont ils connaissent les coutumes, qu'ils partagent parfois et qu'ils

tolèrent avec respect dans tous les cas. Même si le style de négociation est différent selon chaque individu, il faut mentionner certains aspects généraux à prendre en compte :

- Les relations personnelles sont fondamentales dans la culture sénégalaise. Il est nécessaire de travailler le contact face à face avec du temps et de l'effort, afin de créer un climat de confiance avec la contrepartie.
- La négociation avec des détails fait partie de l'identité sénégalaise.
- Le concept du temps et son appréciation sont très différents des européens, ce qui affecte le rythme de négociation.
- Il peut être parfois difficile d'obtenir des réponses précises à des questions concrètes, notamment lorsqu'il s'agit de donner une réponse négative. En plus, la prise de décisions est très hiérarchisée, donc on peut ne pas avoir une réponse du tout si l'on ne s'adresse pas à la personne adéquate.
- Le sentiment nationaliste et la religion sont très présents, alors il faut éviter d'aborder des sujets sensibles.
- Il demeure encore certains aspects de la mentalité coloniale française, tels que le respect à la hiérarchie et aux protocoles.

25. Quels aspects faut-il prendre en compte lors de structurer un accord de co-investissement au Sénégal ?

Il faut souligner l'importance de recourir à un conseiller juridique expérimenté, connaisseur de la réalité du marché. Ceci est essentiel pour garantir le fait que le contenu des accords soit en conformité avec la loi en vigueur et qu'il reflète de manière appropriée les engagements entre les parties.

Il faut aussi prêter attention à la forme adoptée par la nouvelle entreprise selon les objectifs prévus, les responsabilités des parties, la nature des contributions des associés, etc. Il est conseillé d'établir un pacte entre les actionnaires qui recueille les obligations des associés.

Le même principe s'applique si on achète des actions dans une entreprise déjà créée : il est essentiel de clarifier les responsabilités et les engagements de chaque partie. En plus, il faut vérifier la situation réelle de l'entreprise par rapport aux engagements avec les Finances Publiques, les relations de travail, etc.

26. Quelle est la distribution des responsabilités légales avec un associé sénégalais ?

Au Sénégal, les responsabilités par rapport à un investissement sont indépendantes de la nationalité de l'associé. Ce sont les accords entre les parties qui déterminent les responsabilités respectives.

27. Une participation majoritaire est-elle suffisante dans le cas de l'entreprise à capital mixte pour avoir le contrôle sur la gestion ?

Les statuts de l'entreprise détermineront le contrôle sur la gestion. La participation majoritaire n'assure pas toujours le contrôle total de la gestion d'une société, vu que certaines décisions ont besoin de plus de 51% des voix pour être adoptées. Il faudra prêter attention dans chaque cas au contenu des lois qui réglementent les différentes formes de société et déterminer ainsi la portée du contrôle que l'on souhaite exercer sur l'entreprise commune. Le pacte ou le protocole des actionnaires peut octroyer le contrôle de la gestion d'une société, sans nécessité de compter sur une majorité de 51%.

28. Peut-on élargir ou réduire un investissement ?

Oui, pourvu qu'on le fasse en conformité avec la réglementation correspondante stipulée dans le droit des sociétés. La législation en matière d'investissement est prévue dans le Code des Investissements, mais il faut consulter les lois et les décrets spécifiques à chaque type de société.

29. Peut-on transférer un investissement ?

Oui, on garantit la liberté de la société de transférer les revenus ou le produit de tout type résultant de son fonctionnement, de tout transfert d'actifs ou de sa liquidation. La même garantie s'étend aux investisseurs, entrepreneurs ou associés, personnes physiques ou morales, citoyens sénégalais ou pas, en ce qui concerne leur participation aux bénéfices, le produit de la vente de leurs droits d'association, l'accès aux contributions en nature ou leur participation dans les primes après la liquidation.

Néanmoins, la liberté de sortie des capitaux, des intérêts et des dividendes ne se concrétise

pas de façon immédiate. Les transferts de dividendes se réalisent dans le cadre d'une délégation de la banque centrale en faveur des banques commerciales, suite à la soumission des documents justificatifs qui ratifient la distribution des dividendes respectifs. Et, vu que la banque commerciale doit, à son tour, être bénéficiaire d'une autorisation de la BCEAO, les délais effectifs du transfert peuvent se prolonger jusqu'à un mois.

30. Est-il possible pour un investisseur étranger d'acheter une propriété immobilière au Sénégal ?

Oui, il est possible. Pour l'achat d'un terrain, l'investisseur doit s'adresser à l'APIX, soit pour solliciter l'aide pour la recherche du terrain, soit pour présenter les plans du terrain déjà délimités. L'APIX envoie les plans au Cadastre pour sa classification dans le domaine public, privé ou national.

Il s'agit de terrains du domaine public lorsqu'ils se situent dans les 100 mètres du bord de la côte ou dans les 25 mètres du bord des rivières ; on parle du domaine privé lorsque les terrains sont enregistrés dans le registre foncier ; et du domaine national lorsque les

terrains ne sont pas enregistrés. Ces derniers représentent le 95% de l'ensemble des terrains du Sénégal et ils constituent un des éléments qui génèrent le plus d'insécurité à l'investissement étranger direct.

Il n'y a pas de limitations spécifiques pour l'achat de la part des investisseurs étrangers d'autres types d'actifs, comme les dépôts, les usines, etc.

31. Comment obtient-on l'autorisation pour l'utilisation du sol et ses densités ?

Une fois que le Cadastre ait classifié le terrain, l'investisseur doit annexer au dossier soumis à l'APIX l'avant-projet de l'investissement à réaliser, le numéro d'emplois qui seront créés, les statuts de l'entreprise et le mode de financement, en vue de sa soumission au Ministère de l'Économie et des Finances.

Si les terrains appartiennent au domaine public, l'investisseur peut choisir une cession d'occupation temporaire (maximum une année, renouvelable) ou une cession pour une durée plus longue. Dans ce cas, l'investisseur pourra choisir une location avec option d'achat, suite à deux périodes

de 49 ans ou une cession des droits de superficie, suite à deux périodes de 24 ans.

Si les terrains appartiennent au domaine privé, on convient la vente entre les parties chez le notaire. Si le prix de vente dépasse les 10 millions de FCFA, il est nécessaire d'obtenir l'autorisation du Ministère de l'Économie et des Finances (sollicitée par le notaire).

Si les terrains sont du domaine privé de l'État, celui-ci peut les vendre directement aux investisseurs. On a créé des organismes spécialisés, tels que SODIDA, SAPCO et TECHNOPÔLE 28 pour la gestion de la vente de parcelles dans les zones industrielles et touristiques.

Si les terrains appartiennent au domaine national, il est nécessaire d'obtenir, pour leur location ou vente, un avis des Conseils Ruraux de situation du terrain, la déclaration d'utilité publique et l'indemnisation des occupants du terrain, le cas échéant.

32. Qu'est-ce qu'il est plus conseillé: louer, construire ou acheter des installations au Sénégal ?

Toutes les options sont faisables au Sénégal. Le plus conseillé dépendra du secteur, de l'activité et des objectifs de l'entreprise, ainsi que de la valeur de l'investissement que l'on souhaite réaliser. La location permet de limiter l'investissement initial, même s'il faut mettre en balance le prix des loyers, qui est généralement élevé, surtout dans les zones urbaines et industrielles. Construire peut représenter une option simple, même si cela implique surveiller de près tout le processus de construction pour que les délais soient respectés. L'achat peut offrir des avantages intéressants. Il est recommandé, en outre, de consulter un notaire, afin de s'assurer que tous les documents nécessaires pour l'achat, ainsi que la situation fiscale, sont en règle. En tout cas, le repérage de terrains est une tâche qui peut s'avérer difficile, de par la pénurie (et, par conséquent, le prix élevé) des terrains urbanisés, surtout dans les zones de concentration de l'industrie.

33. Quels facteurs faut-il prendre en compte lors de choisir une zone d'implantation au Sénégal ?

L'emplacement le plus adéquat pour un investissement dépendra du produit ou du service offert par l'entreprise, de la facilité d'approvi-

sionnement en matières premières et du marché de destination (marché local ou exportation). Il est intéressant aussi de prendre en compte les zones avec certains incitatifs, telles que les ZES, qu'on expliquera par la suite.

Un autre facteur à garder à l'esprit est la connectivité. L'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) se trouve à environ une heure de la ville et il a de bonnes connexions avec l'Europe, ainsi qu'avec les autres pays africains. Le port de Dakar, 9ème en importance sur le continent, se trouve dans le centre de la ville.

34. Est-ce qu'il y a des zones avec des incitations fiscales et/ou économiques pour l'investissement étranger au Sénégal ?

Oui, les [Zones Économiques Spéciales](#) ou ZES, créées par la Loi n°2017/06. La création des ZES est un des objectifs du PSE et un outil de développement économique. Il s'agit d'espace pour la production de biens et de services régis par des lois économiques, des incitations et des dispositifs spécifiques pour les entreprises. Le mécanisme combine des incitations fiscales, des taxes douanières favorables, des procédures simplifiées et des réglementations limitées.

Il y en a à présent 3: la ZES de Diass (ZESID); la Diamniadio Integrated Industrial Park (P2ID); et la ZES de Sandiara.

Les entreprises exonérées sont soumises à un impôt sur les sociétés réduit, de 15% ; un impôt supplémentaire de 3% si elles réalisent une partie de leur facturation sur le territoire douanier national ; le droit d'admission en franchise de tous droits et taxes ; elles sont exonérées également du paiement des impôts sur le revenu.

Les bénéfices sont garantis pour une période de 25 ans à compter de la date d'émission de l'approbation de la compagnie exonérée. Cette période est renouvelable une fois.

35. Dans quelle zone du Sénégal se concentre l'investissement étranger et notamment l'espagnol ?

Sur Dakar, la capitale, qui est le centre économique le plus puissant du pays. La ville attire la plupart des investissements étrangers. Elle concentre environ 80% des entreprises, autour du 23% de la population totale et plus du 50% de la population urbaine.

36. Quel est le niveau d'autonomie des régions et quelles fonctions peuvent-elles avoir par rapport à l'investissement étranger ?

Le Sénégal est divisé en 14 régions, formées à leur tour de 45 départements. Cependant, l'Administration sénégalaise est très centralisée et le seul Bureau d'appui à la Création d'Entreprise (BCE) se trouve à Dakar.

Afin de renforcer d'administration territoriale, en 2009 on a créé l'[ANAT – Agence National pour l'Aménagement du Territoire](#), dont les objectifs sont de promouvoir et profiter des ressources et des potentialités territoriales, améliorer les conditions de vie des habitants et réduire l'inégalité de développement entre les différentes régions.

37. Quels sont les principaux impôts à payer pour une entreprise étrangère ?

La fiscalité sénégalaise ne fait pas de distinction selon la nationalité. Néanmoins, afin d'éviter l'évasion fiscale internationale, le [Code Général des Impôts](#) stipule des

obligations déclaratives générales pour les entreprises étrangères. Donc, toutes les personnes soumises à l'Impôt sur les Sociétés au Sénégal même si elles ont le domicile à l'étranger, sont tenues de déclarer le bénéfice obtenu aussi bien au Sénégal qu'à l'étranger. On pourra leur demander une copie des déclarations réalisées dans leur pays respectif.

L'IS grève le bénéfice obtenu au Sénégal des sociétés de capital (SA, SARL) y constituées. Il grève également les bénéfices obtenus des revenus ou plus-values au Sénégal par des personnes juridiques ayant le domicile à l'étranger. Le revenu imposable est du 30% (15% pour l'Entreprise Franche d'Exportation).

En cas d'exercice déficitaire, l'IS est remplacé par l'Impôt Minimum Forfaitaire sur les Sociétés (IMF), qui est établi selon le chiffre d'affaires de l'exercice et ne peut en aucun cas être inférieur à 500.000 FCFA, ni supérieur à 5 millions de FCFA. Même si l'IS est inférieur à l'IMF, l'entreprise devra payer l'IMF.

Un autre impôt particulièrement important est la TVA- Taxe sur la Valeur Ajoutée, équivalente de l'IVA espagnol. Elle sera appliquée à toutes les opérations commerciales réalisées au Sénégal, ainsi qu'aux prestations de services lorsque le prestataire se

trouve au Sénégal. Elle a un taux unique du 18% et un taux réduit, du 10%, pour les établissements touristiques et le secteur hôtelier. À l'exception des importations, où l'impôt est exigible à la douane, la liquidation de la TVA par l'entreprise est exigible au mois suivant au fait exigible, avant le 15 du mois.

Le revenu imposable est pour la contrepartie de l'opération effectuée, indiquée sur la facture ou autre document. Dans le cas des importations, le revenu imposable est constitué par la valeur à la douane des produits, à laquelle on rajoute les droits et impôts liquidés par l'Administration des Douanes.

38. Quels autres impôts une entreprise qui opère au Sénégal doit-elle prendre en compte ?

À part l'IS et la TVA, il y a d'autres impôts sur les opérations effectuées habituellement par les entreprises. Par exemple, la TAF – Taxe sur les Activités Financières, appliquée aux intérêts, agios, commissions et toute autre rémunération dérivée des activités financières. Le taux est du 17%, mais s'il s'agit d'intérêts, de commissions ou des dépenses dérivées du financement des ventes à l'exportation, il est réduit au 7%.

Il faut également mentionner deux contributions différentes, mais complémentaires: la CFPB – Contribution Foncière des Propriétés Bâties); et la CFPNB – Contribution Foncière des Propriétés non Bâties.

La première (CFPB) correspond à l'Impôt sur les Biens Immeubles espagnol et concerne les bâtiments fixés au sous-sol à demeure. Le taux applicable est du 7,5 % pour les usines et établissements industriels, et du 5% pour les autres immeubles.

La CFPNB est due aux propriétés non bâties, en construction ou aux constructions non adhérentes au sol, situées dans les périmètres des centres urbains. Elle est due par le propriétaire, l'usufruitier ou le détenteur. La base d'imposition est la valeur des terrains le 1er janvier de l'année d'imposition et le taux applicable est du 5%.

Parmi les autres taxes pertinentes, il y a les Droits d'enregistrement et taxes assimilées. La législation prévoit un certain nombre d'actes soumis aux taxes d'enregistrement, parmi lesquels figurent la constitution des entreprises, les opérations de croissance de capital, les contributions immobilières, la fusion, la vente, le don et la location des biens immeubles, etc. Le taux applicable varie entre 1% et 10%, selon la nature de l'acte.

Finalement, il est important de mentionner les Retenues à la source. Les prestataires de services étrangers (personnes physiques ou morales) qui ne soient pas installés au Sénégal sont soumis à une retenue à la source obligatoire d'un 20% sur le montant touché pour les services prêtés ou utilisés dans le pays. La retenue à la source sur les dividendes distribués est fixée à un 10%. Par ailleurs, la retenue à la source sur les intérêts est du 16% et la retenue des royalties du 20%.

39. Est-ce qu'il y a des avantages fiscaux prévus pour l'investisseur étranger au Sénégal ?

Il n'y a pas d'avantages spécifiques pour l'investisseur étranger au-delà des avantages prévus pour toute entreprise qui décide d'investir dans les secteurs prioritaires. Pour pouvoir bénéficier de ces avantages, on requiert un montant minimum d'investissement, qui varie selon le secteur d'activité :

- Il faut investir plus de 15 millions de FCFA (23.000 €) pour bénéficier des avantages dans les entreprises du secteur primaire ou les activités complémentaires (agriculture, pêche,

élevage, industrie agroalimentaire, etc.) ; éducation et santé et maintenance d'équipements industriels.

- Il faut investir plus de 100 millions de FCFA (150.000 €) dans les secteurs d'activités manufacturières de production ou de transformation; extraction ou transformation des minéraux; industrie touristique ; culture (livres, cinéma, musique, centres de production audiovisuelle) ; infrastructure portuaire, aéroports et chemins de fer ; et réalisation de complexes commerciaux, parcs industriels, zones touristiques et centres d'artisanat.

Les réglementations prévoient une série d'avantages, certains pour la période de réalisation de l'investissement, d'autres pour la phase d'exploitation.

· Les avantages de la période de réalisation couvrent jusqu'à 3 ans et incluent l'exonération des droits de douane pour l'importation des matériaux employés dans l'investissement, mais qui ne sont pas fabriqués au Sénégal et la suspension de la TVA, aussi bien pour les matériaux non produits ou fabriqués au Sénégal, lors de son entrée dans le pays, que pour la TVA facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires pour la réalisation du programme convenu.

· Pendant la phase d'exploitation, on octroie des avantages fiscaux aux entreprises de nouvelle création, ainsi qu'aux entreprises préexistantes.

Par exemple, on octroie une exonération de la Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs pendant 5 ans. Pour les nouvelles entreprises, si le nombre d'emplois créés dans le cadre du programme d'investissement convenu dépasse 200 ou si au moins 90% des emplois créés se trouvent en dehors de la région de Dakar, l'exonération est octroyée pendant 8 ans.

Dans le régime d'extension, on octroie cette exonération aux entreprises existantes, également pendant 8 ans, si on crée plus de 100 emplois ou si au moins 90% des emplois créés se trouvent en dehors de la région de Dakar.

Il y a également des avantages liés à l'Impôt sur les sociétés (IS). Les entreprises de nouvelle création qui remplissent les conditions stipulées par les réglementations peuvent déduire de l'IS jusqu'au 40% de la valeur des investissements. Le montant déduit pour chaque exercice fiscal ne pourra pas dépasser le 50% du bénéfice imposable. Ces réductions peuvent être réclamées pendant cinq exercices fiscaux successifs.

Le même avantage est octroyé aux entreprises préexistantes, avec la réserve que le montant déduit pour chaque exercice fiscal ne pourra pas dépasser le 25% du bénéfice imposable.

40. Quelles sont les implications de la Convention en vue d'éviter la Double Imposition entre le Royaume d'Espagne et la République du Sénégal, ratifié par référendum à Dakar le 5 décembre 2006 ?

L'Espagne et le Sénégal ont signé la Convention en vue d'éviter la Double Imposition (CDI), ratifiée en décembre 2006 et publiée dans le Journal Officiel espagnol le 29 décembre 2014, avec des effets rétroactifs à partir du 22 octobre 2012.

Elle s'applique aux résidents d'un ou des deux États et à l'impôt sur le revenu exigible pour chaque État, indépendamment du système de prélèvement et aux impôts de nature identique ou analogue qui s'établissent après la signature de la convention et qui s'ajoutent aux impôts actuels ou les remplacent.

Dans le contenu de la Convention, les clauses particulièrement pertinentes sont celles sur l'établissement stable (art.5 CDI), les dividendes (art.10 CDI), les intérêts (art. 11 CDI) et les gains en capital.

Le principal doute généré parmi les contribuables est l'application de la retenue à la source par application de l'impôt sur les Bénéfices Non Commerciaux (BNC) dans le paiement des services exportés par les résidents espagnols (importés pour le résident sénégalais). Selon l'application de la CDI, cette retenue ne serait pas d'application à l'exception du cas des redevances et jamais supérieur au 10% (face au 20% appliqué par la loi sénégalaise). Pour l'instant, on n'a pas de connaissance de cas pratiques où on ait constaté des disparités entre l'autorité fiscale et les contribuables.

41. Est-il nécessaire d'avoir du personnel expatrié ? Dans quels domaines ?

Il est conseillé d'avoir du personnel expatrié, au moins au début de l'activité, pour établir les schémas de l'organisation, ainsi que pour assurer les besoins de formation qualifiée pour le personnel local, le cas échéant.

42. Est-ce qu'il y a du personnel qualifié au Sénégal dans tous les domaines ?

Selon le [Rapport de Compétitivité Globale 2019](#) du World Economic Forum, le niveau de qualification de la main d'œuvre au Sénégal a augmenté par rapport à l'étude antérieure (2017-2018) et occupe le numéro 28 sur 141 pays en ce qui concerne la facilité de trouver du personnel qualifié. Cependant, sa position dans le classement sur le niveau général de qualification de la main d'œuvre reste basse (numéro 124 sur 141).

43. Quelle est la moyenne des salaires au Sénégal ?

Il est difficile de réaliser ce type d'estimation, dû au poids important du secteur privé informel, qui peut affecter jusqu'à 75% de la population active. Néanmoins, selon la dernière Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, publiée en mars 2017, le salaire moyen était estimé à 96.206 FCFA (146,60 €).

44. Est-ce qu'il y a pour l'employeur des cotisations obligatoires à la Sécurité Sociale à régler pour ses employés ?

Le système sénégalais de sécurité sociale couvre tous les risques, à l'exception du chômage. Les charges salariales qui reviennent à l'employeur représentent un pourcentage sur le salaire brut de l'employé et sont les suivantes :

Contribution	Pourcentage
Pension (IPRES), régime général	14% (5,6% à assumer par l'employé et 8,4% à assumer par l'employeur)
Sécurité Sociale (CSS)	7% Indemnités 1, 3 o 5% Accidents
Prévoyance Maladie (IPM)	L'employé et l'employeur contribuent d'un 4-5% chacun
Contribution Forfaitaire (CFCE)	3% Employeur

Les employeurs doivent enregistrer leurs employés dans les organismes qui gèrent ces contributions.

L'IPRES (Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal) est une entité publique qui gère la Caisse de Retraite. En régime général, la cotisation est de 14% du salaire brut, le seuil maximum étant de 300.000 FCFA/mois. Dans le régime complémentaire des cadres, la cotisation est de 6% (2,4% à verser par l'employé et 3,6% à verser par l'entreprise), avec un seuil maximum de 900.000 FCFA.

La CSS (Caisse de Sécurité Sociale) couvre, au travers les cotisations des employeurs, des accidents de travail (en aucun cas des congés de maladie) et des aides familiales (congé de maternité, prestation à la naissance d'un enfant, etc.). Ces cotisations sont versées sur la base du salaire brut mensuel, avec un seuil maximum de 63.000 FCFA/mois avec les catégories suivantes : 7% pour les allocations aux familles et 1%, 3% ou 5% pour les accidents de travail.

Les IMP (Institution de Prévoyance Maladie) garantissent la couverture maladie des employés et de leur famille (conjointe et enfants à charge) dans le cas des maladies non professionnelles. L'assurance prend en charge le 40-80% du coût des consultations médicales, radiographies, analyses, frais pharmaceutiques, etc. L'assurance est versée à 50% entre l'employeur et l'employé (environ 4-5% chacun).

La CFCE (Contribution Forfaitaire à la charge des employeurs) oblige toute personne physique ou morale qui réalise un déboursement de salaires ou paies (à l'exception de l'État sénégalais, les collectivités locales et les organismes publics étrangers). Le revenu imposable est composé de l'ensemble des salaires, indemnités, acomptes, etc. dont bénéficie l'employé. Le taux applicable est de 3%.

45. Est-ce qu'il y a un cadre réglementaire qui régit les relations entre les employeurs et les salariés ?

Le nouveau Code du Travail, adopté en 1997, est la source principale de législation du travail. Ce Code introduit des nouveautés, comme par exemple le dialogue social entre les entreprises, l'indemnité pour le non-respect des formes de licenciement, la flexibilité des horaires de travail, les organismes de contrôle des conflits de travail, etc.

À part ce Code, il y a d'autres lois, décrets et conventions qui réglementent les différentes sections de la législation du travail, comme la fonction publique, la formation professionnelle, les salaires minimums inter-professionnels, la sécurité sociale, etc.

Le Sénégal est également membre de l'Organisation Internationale du Travail et, dans cette qualité, il a ratifié 37 conventions, la plupart d'entre elles au cours de ces dernières années.

46. Comment établit-on la parité du FCFA par rapport aux principales monnaies et quel est le taux d'échange actuel par rapport à l'euro ?

Le franc CFA a été créé en 1945, lorsque la France a ratifié les accords de Bretton Woods. Son fonctionnement est basé sur les prémisses suivantes: (1) un taux d'échange fixe par rapport au franc français ; (2) convertibilité totale en francs français garanties par le Trésor français ; et (3) un fond commun de réserves de monnaie étrangère auquel participent tous les pays de la CFA. Le Trésor français (mais pas l'Union Européenne) continue de garantir la convertibilité du franc CFA, en offrant une plus grande stabilité au capital étranger.

Depuis le 1er janvier 1999, le franc CFA a un taux d'échange fixe par rapport à l'euro (un euro vaut 655,957 francs CFA et un dollar vaut 553,43 francs CFA).

47. En quelle monnaie effectue-t-on les paiements pour les opérations commerciales à l'intérieur du Sénégal et entre le Sénégal et l'étranger ?

Les recouvrements et les paiements à l'intérieur du Sénégal s'effectuent toujours en FCFA. Les recouvrements et les paiements entre le Sénégal et l'étranger peuvent être effectués en n'importe quelle autre monnaie principale de cotation à la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest): euro, dollar américain, dollar canadien, livre sterling, couronne danoise, couronne norvégienne, couronne suédoise, franc suisse, yen japonais, etc.

48. Est-ce qu'il y a des restrictions au Sénégal pour effectuer des opérations de paiement à l'étranger ?

Il n'y a pas de restriction expresse lors de réaliser des paiements et des versements à l'étranger, s'ils sont bien documentés. Cependant, les versements à l'étranger de plus de 500.000 FCFA (environ 760 euros) doivent être autorisés par la banque.

Dans le cas des transferts réalisés par des personnes avec des comptes bancaires à l'étranger, il n'y a aucune limite au transfert des devises à l'étranger. Lorsqu'il s'agit de comptes de résidents, il y a un contrôle de la part des autorités monétaires locales dans le cadre de l'entrée et de la sortie des devises. Toute opération commerciale en devises passe par la Banque Centrale (BCEAO), qui remet, en échange, des FCFA. Ainsi, la BCEAO contrôle les niveaux de devises et les distribue de manière solidaire parmi les pays qui ont moins d'entrées de devises.

49. Est-ce qu'on peut opérer sans difficultés avec les banques sénégalaises ?

Au cours des dernières années, il y a eu de nombreuses banques nationales et internationales qui se sont installées à Dakar, la capitale du pays. Parmi elles, certaines ont ouvert des succursales dans d'autres régions également, pour plus d'accessibilité.

Beaucoup de ces banques sont des filiales des banques françaises. Les services qu'elles offrent permettent de réaliser les opérations habituelles liées à la gestion de l'entreprise. Pourtant, d'une façon générale, le système

bancaire au Sénégal est plus lent et moins flexible que l'espagnol, du fait d'un processus de libéralisation récent et d'un niveau de numérisation plus bas. Ouvrir un compte bancaire ne prend pas beaucoup de temps lorsqu'on dispose des documents requis.

Pour les comptes en devises étrangères, le dépôt se réalisera uniquement en devises étrangères, mais le retrait sur place pourra se faire en FCFA ou dans la respective devise étrangère, suite à une demande préalable. La plupart des banques offrent la possibilité de gérer ses comptes sur Internet.

50. Est-ce qu'il y a des comptes bancaires spécifiques pour les étrangers au Sénégal ? Quel type de compte bancaire peuvent les étrangers ouvrir au Sénégal ?

Il n'y a pas de comptes bancaires réservés uniquement aux étrangers au Sénégal. Toute entreprise constituée dans ce pays, même si elle a un 100% de capital étranger, est considérée comme sénégalaise en ce qui concerne la réglementation du contrôle des échanges. En revanche, si une société n'est pas constituée au Sénégal, elle pourra

ouvrir un compte en tant qu'étrangère. Dans tous les cas, elle pourra avoir accès à des comptes aussi bien en FCFA, qu'en devises et/ou en FCFA convertibles, lorsqu'il s'agit d'entreprises exportatrices. Elle pourra également utiliser des comptes en dehors du Sénégal.

Les démarches pour ouvrir un compte bancaire pour les entreprises au Sénégal est similaire dans presque toutes les entités. Il est nécessaire de demander un rendez-vous à l'entité de votre choix et présenter une série de documents : documents d'identité, photo et justificatif de l'adresse des administrateurs ; documents de constitution de l'entreprise et le registre commercial (CIF ou NINEA s'il s'agit d'une entreprise constituée au Sénégal).



Si vous souhaitez connaître tous les services offerts par **ICEX Espagne Exportation et Investissements** pour promouvoir l'internationalisation de votre entreprise, veuillez prendre contact avec:

Le Bureau Économique et Commercial de l'Ambassade d'Espagne à Dakar
L-V 8 à 15h30
+221 33 889 23 60
dakar@comercio.mineco.es
senegal.oficinascomerciales.es



Cámara Oficial de Comercio
de España en Senegal

Consultez plus d'informations sur la **Chambre Officielle de Commerce d'Espagne au Sénégal** et ses services sur le site web www.camaco.es ou prenez contact avec:

CAMACOES Senegal
L-J 9 à 17 h; V 9 à 16 h
+221 33 827 47 57 | +221 77 484 58 04
contact@camaco.es
<https://camaco.es>
Immeuble Yaye Kor Gueye. Appt. A-4a.
Almadies Dakar, Senegal